

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conformité des mesures ERC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est invité, dans un délai de 2 mois, à :

- fournir le rapport d'étude acoustique à hauteur de nacelle (préconisée par la conclusion de la dernière étude écologique), et de justifier si aucune étude n'a été menée, sous 2 mois ;
- fournir les preuves de dépôt de données relatives aux études écologiques de 2017 sur la plateforme DEPOBIO

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.[...]
Constats : Une première visite d'inspection a été réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 04/12/2019. Suite à cette visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de réaliser un nouveau suivi de mortalité (sur l'année 2020), conforme au protocole de 2018 en incluant un système d'écoute des chiroptères sur l'éolienne n°1 du parc. L'exploitant a réalisé un tel suivi durant l'année 2022, de la semaine 22 à la semaine 45. L'inspection des installations classée considère donc comme clos le précédent constat. Le suivi ne respecte pas scrupuleusement le protocole de suivi reconnu par le ministère (puisqu'il aurait dû commencer dès la semaine 20) mais ce décalage s'explique par le délai de validation du maître d'ouvrage. Un chiroptère a été trouvé sous une éolienne lors du suivi de la mortalité 2022 (contre 4 en 2021, 6 en 2020 et 5 en 2017). Les différentes méthodes estiment entre 2 et 46 chiroptères tués sur le parc en prenant en compte les incertitudes et les phénomènes de prédation. Coté avifaune, 6 carcasses ont été découvertes en 2022 (qui ne concernent pas d'espèce patrimoniale en danger ou à grand enjeu dans la région). Les estimations donnent des chiffrées situées entre 8 et 140 oiseaux tués sur le parc. Préalablement à la réalisation de ce suivi, et en conséquence des études réalisées les années précédentes, l'exploitant a mis en place dès 2022 un bridage en faveur des chiroptères : <ul style="list-style-type: none">• du 15/06 au 30/09,• lorsque la température est supérieure à 14°C et le vent inférieur ou égale à 5 m/s• de 30 min après le coucher du soleil à 30 min avant le lever du soleil. Malgré la mise en place de ce bridage, un cas de mortalité a eu lieu sur l'éolienne E1 du parc. L'étude de 2022 conclue que le bridage actuellement appliqué est efficace et doit être maintenu. Elle demande également la reconduite d'une étude spécifique d'écoute acoustique à hauteur de nacelle. Durant la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si la reconduite d'une étude spécifique en hauteur avait été réalisée ou non. Ainsi l'exploitant est invité à communiquer à l'inspection des installations classées les rapports de l'étude précités si cette dernière a été réalisée, et à défauts de justifier sa non réalisation. Un délai de 2 mois est accordé à l'exploitant. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant à communiqué à l'inspection des installations classées les preuves de mise en place du bridage du parc éolien précité. L'inspection des installations classée précise également que le prochain suivi environnemental devra scrupuleusement respecter le protocole reconnu par le ministère.
Type de suites proposées : Suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : [...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.[...]
Constats : L'exploitant a été en capacité de fournir les preuves de dépôt sur la plateforme DEPOBIO des données relatives aux études menées en 2021 et 2022. L'exploitant est invité à déposer sur cette plateforme les données relatives aux études menées en 2017, et ce dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conformité des mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Mesures de compensation
Prescription contrôlée : [...]Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. [...]
Constats : Dès 2018, l'exploitant a entamé la mise en place de mesures de compensation. A cet effet, il a conventionné avec les propriétaires terriens locaux la mise en place de haies (580 m dès 2018) et de bandes enherbées (1100 m dès 2019). Ces mesures seront renouvelées en 2027 et 2028 avec respectivement 8 mètres linéaires de haies et 6 mètres linéaires de bandes enherbées. Ces mesures ERC semblent cohérentes au vu des résultats des suivis environnementaux et suivis de mortalités menées, ainsi que des doctrines quantitatives de compensation. L'inspection des Installations Classées a pu constater, par échantillonnage, le bon déploiement des mesures de compensations prévues par l'exploitant. L'inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

